

Libération CINE
Collection road movie
10 DVD
Coffret DVD Road movie
le livret collector
A un prix exceptionnel !
Commander >>

Toulouse - Toute l'actualité de la région avec Libération Toute l'actualité de la région toulousaine au jour le jour.

[Accueil](#) | [Politique](#) | [Société](#) | [Éco-Terre](#) | [Culture](#) |

03/07/2008

Une petite fille handicapée et sa maman à l'assaut du Conseil Général



DROIT AU LOGEMENT. La cour du Conseil Général est encore calme en ce début d'après-midi de mercredi, et les salariés flânent à l'ombre de ses bâtiments. Une dizaine de personnes se sont introduits dans la forteresse bien décidés à distraire cette tranquillité estivale.

Yannick martin, handicapé de NI pauvre Ni soumis et militant de Droit au Logement, avance, la main gauche sur la roue de son fauteuil, la droite tenant un mégaphone.

L'association va tenter de forcer les portes du Conseil Général pour dénoncer la situation de Rachida. Cette jeune et discrète maman d'à peine trente ans est à bout de ses deux ans et demi de procédure de logement. Elle vit dans un 30m2, un placard aménagé en salle de bain. Sa fille de deux ans est polyhandicapée.

Rachida et son bébé Nina au Conseil général. Photo Nicolas Séné

Nina, adorable petit bout, ne bronche pas dans la poussette. «On me dit d'attendre, explique-t-elle, car il y a trop de demandes. Pourtant ils sont venus chez moi pour constater notre condition». Pas d'ascenseur, pas de salle de bain : «*Une assistante sociale m'a même dit que si c'était trop dur pour laver ma fille, il fallait la laver dans la cuisine !*». Les larmes lui montent aux yeux.

Les agents de sécurité sont aussi nombreux que les manifestants. Ils bloquent toutes les entrées, les talky-walkies crépitent. Le DAL se serait-il trompé d'interlocuteur ? Nullement, d'après Odile : «C'est bien le Conseil Général qui est responsable de la politique du handicap et aussi du logement. Il est normal que ce soit lui qui soit interpellé même si la responsabilité de l'Etat est engagée». La présidente d'Handisocial constate qu'il n'y a «*pas de commission handicap proprement dite. C'est la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH) qui reçoit les demandes et qui a un rôle de conseil et d'accompagnement. Missions qu'elle ne peut pas remplir, faute de moyens*».

Le Conseil général semble jouer la montre. Mais les appels au mégaphone et les coups de sifflet des manifestants en ont raison. Deux heures après, une délégation est reçue par Alain Gabrieli, Président de la Commission sociale, et Francis Sancerry en charge des personnes handicapées. «*Au début c'était un peu tendu, rapporte Isabelle du DAL. Ils n'ont pas apprécié qu'on fasse du barouf dans la cour*». Mais, les élus ont finalement lâché un peu de mou. «*Il y a une solution de relogement dans la semaine pour Rachida, poursuit la militante, et un engagement du Conseil Général de travailler avec le DAL*».

Rachida voit enfin le bout du tunnel. Elle repart, resplendissante. Nina s'est assoupie dans la poussette. Derrière elles, les grilles de l'imposant bâtiment départemental se referment. Fin de l'assaut.

Nicolas Séné

| | | [Réagir](#)

Commentaires